

LETTRE

DE

L'HON. JOSEPH H. BELLEROSE

A

SES ANCIENS CONSTITUANTS DU COMTE DE LAVAL.

MESSIEURS :

La contestation de l'élection du Dr. Gaboury, qui se poursuit actuellement devant nos tribunaux, m'a fourni l'occasion de me rencontrer avec un bon nombre d'entre vous. Cette dernière circonstance m'a été très agréable, mais j'ai été fort surpris d'apprendre que, depuis quelques mois, on fait circuler contre moi toutes sortes d'histoires, en vue, évidemment, de détruire la bonne opinion que mes anciens commettants ont toujours eue de moi, et en même temps de détourner l'attention des électeurs de Laval, des grandes questions qui agitent actuellement l'opinion publique.

Vous savez que je n'ai pas l'habitude d'attaquer les absents. Mes adversaires en agissent autrement ; c'est tout naturel, leur cause est mauvaise, il leur faut semer d'avance les préjugés et essayer à vous tromper pour arriver à leur but.

Un des représentants du comté n'a-t-il pas dit, à Ste Rose, le six de Juin dernier, jour de la nomination : " NOUS VOULONS DEBARRASSER LE COMTE DE " L'HOMME QUI Y COMMANDE ACTUELLEMENT, " etc.," et deux jours après, un journal de Montréal ne disait-il pas :—

" Mr Bellerose prétend conduire à sa guise le comté de Laval, mais

“ messieurs Ouimet et LeBlanc lui ont intimé qu’ils se moquaient de sa fêrûle, que le jour est passé où les Candidats avaient besoin de son patronage pour se faire élire, etc.

Voilà beaucoup de mauvaise humeur ! pourquoi veut-on si décidément se débarrasser de moi ? Est-ce par ce que je suis trop ambitieux ? que j’accapare toutes les faveurs du gouvernement ? et que je ne laisse rien aux amis ? Non, certainement non, puisque j’ai refusé les situations les plus honorables, les positions les plus lucratives, et même la position de ministre fédéral avec un salaire de \$6,000 par année, position que j’ai laissée à l’ambition de mes jeunes amis. Ma famille nuirait-elle par hasard, à celles de mes adversaires ? Eh bien non ; encore. Voyez, je suis en chambre depuis au-delà de vingt ans, et je n’ai pas placé un seul membre de ma famille. Il n’y a pas encore dix ans que Mr. Aldéric Ouimet y est entré et déjà un bon nombre des siens, frères, cousins, neveux, que sais-je ? ont été placés. S’il en est ainsi, pourquoi donc veut-on si ardemment se débarrasser de moi ? La réponse est facile à donner : Mr. Ouimet vous l’a dit à Ste Rose, au nom de Mr. LeBlanc et de lui-même *“ nous voulons débarrasser le comté de l’homme qui y commande,”* et le journal de Montréal répète, *“ le jour est passé où les candidats avaient besoin de son patronage,”* etc.

Qu’est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire tout simplement, Mr. Bellerose connaît les affaires publiques, il les suit de bien près, il surveille les représentants du comté et, quand vient le temps des élections, il ne se gêne pas assez, il dit trop clairement le bien ou le mal que ces messieurs ont fait.

Mettons-le à terre, faisons-lui perdre la confiance que le comté a toujours eue en lui. Les membres du comté seront débarrassés de sa surveillance, ils pourront rire des gens et faire à leur goût. Voilà ce que signifient ces paroles. A vous, mes anciens amis, de juger si j’ai mérité d’être traité ainsi.

L'élection du printemps dernier a été tellement courte que nous n'avons pas pu discuter les questions politiques du jour. Mes adversaires ont supplée à cela, en mettant en circulation toutes sortes de rumeurs. *Bellerose est du parti des castors, les castors ne sont pas conservateurs. Les gouvernements Mousseau et Chapleau ont fait leur devoir, ils ont enrichi la Province. C'est l'ambition qui porte Bellerose à faire de l'opposition à Mousseau ; il veut être Ministre etc., etc., et enfin Bellerose marche avec les libéraux. Il est devenu libéral etc., etc.*

Nenni, messieurs. C'est vous Mr. Mousseau, c'est vous Mr. Chapleau, c'est vous Mr. Ouimet, c'est vous Mr. Le-Blanc qui marchez avec les libéraux, qui devenez libéraux. N'est-ce pas au fait d'avoir marché bras dessus bras dessous avec messieurs Mercier, Laflamme etc., que Mr. Mousseau a dû son élection, avec une majorité écrasante, l'automne dernier ? Si messieurs les libéraux combattent avec nous cette année, n'est-ce pas grâce à un autre fait : celui que le premier ministre n'a pas rempli ses promesses et qu'au lieu de ménager l'argent public, il l'a gaspillé, ce n'est donc que par pur hasard que les libéraux combattent à nos côtés dans le moment. Mais vous, Mr. Mousseau, n'avez-vous pas encore aujourd'hui pour collègue l'hon. Mr. Starnes, un libéral celui-là dont vos propres journaux ont attaqué la réputation.

Sous les trois titres suivants: "*Galerie d'escamoteurs politiques*," "*L'hon. Mr. Starnes de la banque Métropolitaine*," "*\$31.000 — \$1.000.000 de tripotages*." Sous ces trois titres la *Minerve*, du 20 Avril 1878, traitait Mr. Starnes "*d'homme de tous les plats et de toutes les convictions*".... Elle l'accusait de "*s'être emparé d'un million pour spéculer et en fin de compte, d'avoir fait perdre \$30.000 à la banque, sans compter \$30.000 additionnelles retirées comme salaires en cinq ans*".....

Vous, Mr. Chapleau, n'aviez vous pas dans votre cabinet messieurs Paquet et Flynn, deux rouges, s'il vous plaît. Et Mr. Wurtell donc, qui a fait partie de votre gouvernement

avant d'entrer dans l'administration actuelle, vous ne direz pas qu'il a toujours été bon conservateur.

Mais vous-même, Mr. Chapleau, êtes-vous bien conservateur, vous qui avez été prêt, à sacrifier le corps le plus conservateur que nous ayons, le conseil législatif, à M. Mercier, le chef des libéraux, pour prix de la coalition ? Etes-vous conservateur, vous, qui étiez même décidé de livrer le parti conservateur aux libéraux pour assurer la victoire au nouveau drapeau que vous arboriez ? Vous ne nierez pas ces faits-là. Il n'y a pas que Mr. Mercier qui vous accuse de ces actes de trahison, vos propres amis vous les reprochent, Mr. Tarte disait dans son journal "*Le Canadien*" du 22 octobre 1881, en parlant des élections et de la coalition.

"Je reçus de grosses hottées d'injures : je disais la vérité. J'en étais sûr, mais voyez-vous, il paraît que je manquais à la discipline, en dérangeant Mr. Chapleau pendant qu'il était en frais de donner COMME CHEFS AU PARTI CONSERVATEUR TROIS DES PLUS ROBUSTES LIBÉRAUX DE LA PROVINCE, ET D'ABOLIR LE CONSEIL LÉGISLATIF qui menaçait de regimber contre la vente du chemin provincial à la compagnie du sud-est."

Et vous, Mr. Mousseau, avez-vous été plus fidèle aux grands principes conservateurs, vous qui avez pris part à ces négociations, qui avez aidé Mr. Chapleau dans ses efforts pour amener cette coalition que vos propres amis, Mr. Tarte en tête avec son *Canadien* du 22 octobre 1881, regardent "*comme le coup de mort du parti conservateur, un affreux déshonneur, et la ruine de la province. . . .*"

Et vous Mr. Ouimet, et vous Mr. Leblanc, qui vous donnez tant de trouble, et qui faites tant et de si grosses dépenses pour soutenir, défendre et protéger ces gouvernements Bleus-Rouges, qui ont nom Chapleau-Paquet et Mousseau-Starnes, vous n'êtes certainement pas sérieux. Avez-vous oublié que "*celui qui a un château de verre ne*

doit pas commencer à jeter des pierres dans le jardin de son voisin." Non, vous n'êtes pas franchement conservateurs, messieurs. En voulez-vous d'autres preuves ? *L'Événement* disait, à l'occasion de l'opposition que nous faisions au gouvernement Chapleau : "*L'avenir que nous amènerait l'agitation actuelle, si elle était victorieuse, est visible pour tous : c'est le conservatisme pur qui triompherait, le conservatisme sans le moindre alliage de libéralisme.*" La *Tribune* ajoutait lors de la formation du gouvernement Mousseau : "*L'entrée de M. Starnes dans le ministère est le prétexte dont on se sert, mais il y a plus que cela au fond de ces divisions : c'est un ministère trop libéral pour ceux qui ne veulent plus s'appeler libéraux-conservateurs, mais simplement conservateurs.*"

Pour mieux répondre à tous les dires de mes adversaires, je me demanderai :

QU'EST-CE QU'ÊTRE CONSERVATEUR ?

C'est travailler, répondrai-je, à conserver sa foi, sa langue, sa nationalité, les lois et les institutions de son pays, etc.

De la question religieuse, je ne dirai pas un mot, pas même pour accuser ceux qui avocassent la cause de la franc-maçonnerie, ou pour combattre ceux qui travaillent à la laïcisation de l'éducation ; au contraire, j'admettrai pour le moment que tous travaillent patriotiquement sous ce rapport. Cette admission faite, je vous sou mets la proposition suivante que j'espère prouver à votre satisfaction.

"Messieurs Chapleau, Mousseau et ceux qui les suivent ne remplissent pas ces graves devoirs, ces importantes obligations que leur impose le titre de conservateur ; les castors, ou si vous le voulez, les patriotes, puisque le castor est l'emblème de notre nationalité, les castors seuls les remplissent. D'où je conclus logiquement que les premiers se donnent faussement comme conservateurs et que les derniers seuls ont droit à ce titre." Aux preuves que j'ai déjà fournies, j'ajouterai les suivantes :

Il y a déjà 16 ans, le 1er juillet 1867, la confédération

canadienne devenait un fait accompli. La nouvelle constitution qui nous régit depuis cette époque décrète, section 133, que la langue française sera une des deux langues officielles.

“Que, dans les chambres du parlement du Canada... l'usage de la langue française ou anglaise, dans les débats, est facultatif.”

Sir John A. Macdonald, sir George E. Cartier et autres, qui furent les pères de la confédération, et qui ont préparé eux-mêmes la nouvelle constitution, furent aussi ceux qui eurent mission de la faire fonctionner et d'interpréter cette nouvelle loi.

Lorsqu'ils formèrent la première administration, ils prirent pour devenir leurs collègues des membres du sénat et des membres des communes, parlant la langue française, afin de remplir cette exigence de la 133e section de l'acte constitutionnel.

Tous les différents gouvernements, depuis la confédération, ont scrupuleusement exécuté cette exigence de la loi, même le gouvernement libéral de M. McKenzie. Ce gouvernement a même fait plus que les gouvernements conservateurs qui l'ont précédé. Tous les membres du cabinet McKenzie, au sénat, étaient catholiques, et c'est la seule fois que la chose est arrivée.

Seul le gouvernement actuel, le gouvernement de sir John A. Macdonald, de sir H. L. Langevin et de l'hon. R. Masson, formé en 1878, seul et le premier, il a foulé aux pieds nos droits et n'a pas donné de ministre français au sénat.

Dès l'ouverture de la première session, après la formation du gouvernement actuel (1879), un bon nombre de sénateurs français, conservateurs et libéraux, se plaignirent de cet acte arbitraire de l'administration; le gouvernement leur répondit par la bouche de l'hon. sir Alex. Campbell qu'il eût été désirable qu'il y eût un ministre français au sénat, que tel avait été l'usage par le passé, mais qu'il est

quelquefois des circonstances qui rendent difficile la tâche de former un gouvernement. (Voir le rapport officiel du discours de sir A. Campbell dans le *Hansard* du sénat de 1879.)

Le cabinet étant au complet, les membres français du sénat crurent devoir se contenter de ce protêt pour le moment, et souffrir patiemment l'humiliation qui leur était infligée aussi bien qu'à tous leurs nationaux.

Depuis cinq ans que le gouvernement actuel refuse de se conformer à la loi, et d'accorder les droits acquis à la langue française, c'est une véritable tour de Babel. Jugez.

Le 10 mars 1879, l'hon. sénateur Guévremont demande au gouvernement quelque information; ne sachant pas l'anglais; il fait son interpellation en français. L'hon. sir Alexander Campbell répond :

“Je désirerais beaucoup pouvoir répondre à mon honorable ami dans la langue dans laquelle il a parlé. Ça me “serait très agréable et ça serait plus satisfaisant pour lui “si je pouvais le faire.”

Et M. Guévremont de laisser son siège et de se rendre au siège d'un de ses nationaux, sachant l'anglais, pour lui demander ce qu'a dit l'hon. ministre.

L'hon. Mr. Baby ayant été fait juge, le gouvernement se trouvait en position de rendre justice, mais il ne le voulut pas. M. Mousseau fut appelé à remplacer Mr. Baby.

A la session suivante, les sénateurs français protestèrent énergiquement contre cette nouvelle violation de la loi au détriment de la nationalité française dans tout le Dominion. (Voir débats du sénat de 1880-1881. Décembre, page 26 et suivantes.)

L'hon. Sir Alex. Campbell, premier ministre au Sénat, répondit à cette protestation, en déclarant que ce n'était pas la faute du gouvernement si les sénateurs français avaient à souffrir de l'absence d'un ministre au Sénat qui put parler leur langue, la faute en était aux membres fran-

çais de la chambre des communes qui exigeaient que tous les ministres français fussent pris dans leur chambre. En d'autres termes, les membres français des communes voulaient être ministres à tout prix. (Voici la traduction du rapport officiel du discours de Sir Alex. Campbell, prononcé le 10 Déc. 1880, page 35 du Hansard.)

Sir Alex. Campbell dit :

“ SIR JOHN NE POUVAIT PAS FAIRE CELA SANS FROIS-
“ SER LE PARTI FRANÇAIS QUI SUPPORTE SON GOUVER-
“ NEMENT AUX COMMUNES.....

“ Il faut remarquer que les membres français des communes
“ ne se plaignent pas de cet état de chose.....ce parti-là ne
“ trouve pas que le premier ministre ait mal fait de priver le sénat
“ de cet avantage. Vous ne les entendez pas dire qu'ils briseront
“ le gouvernement parce qu'il n'a pas rendu justice à la nationa-
“ lité française. Ils ne disent pas même que ce soit une injustice...
“ Le gouvernement de sir John a la confiance des communes,
“ s'il ne l'a pas, que la chambre le dise et le gouvernement suc-
“ combera.....

“ BIEN QUE J'ADMETTE QUE LA CONSTITUTION DÉ-
“ CRETE L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES
“ DEUX CHAMBRES, ET BIEN QUE LE FAIT DE N'AVOIR
“ PAS AU SENAT UN MINISTRE PARLANT LA LANGUE
“ FRANÇAISE SOIT EN CONTRAVENTION A L'INTERPRE-
“ TATION DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE, cependant un
“ gouvernement ne peut pas toujours exécuter la loi aussi logi-
“ quement que l'honorable membre semble le désirer.

“ J'espère que l'occasion se présentera de ramener les choses
“ dans l'état où elles étaient dans le passé.

“ J'espère que le jour viendra où on pourra remédier à cet in-
“ convénient.”

Voilà donc Mr. Mousseau entré dans le cabinet en sa-
crifiant les droits constitutionnels de la langue française
qui se trouve virtuellement bannie du Sénat depuis 1878.
Est-il bon conservateur, ce Mr. Mousseau ? Est-il bon con-
servateur ce Mr. Chapleau qui, après la sortie de Mr.
Mousseau, accepte lui aussi un portefeuille de ministre fé-

déral au prix des droits de la langue française qu'il sacrifie à son tour ? Est-il meilleur conservateur, ce Mr. Aldéric Ouimet qui consent à accepter cet état de chose sans mot dire. Ah ! le patriotisme de ces messieurs est loin d'être ce qu'était celui de nos grands patriotes de 1837 et 1838. Ceux-ci mouraient sur l'échafaud ou prenaient la route de l'exil pour nous conquérir les droits et les libertés dont nous jouissons.

Plus tard, en 1841, d'autres grands patriotes suivant le bel exemple de ceux de 37, déjouaient les plans perfides de l'Angleterre et de l'ancienne hiérarchie en Canada. Un Lafontaine mettait pour condition de son entrée dans le gouvernement, le retour de nos exilés de 37 et 38, et un D. B. Viger exigeait la reconnaissance des droits de la langue française, avant d'accepter un portefeuille dans l'administration. Bien différents sont nos prétendus conservateurs du jour, les Chapleau, les Mousseau, les Ouimet et tous ceux qui les suivent. Ceux-ci sacrifient les libertés de leur pays à leur propre avancement.

Voilà deux catégories d'hommes bien différents, les uns sont les antipodes des autres. Vous avez d'un côté les victimes de 37 et de 38, et les Lafontaine, les Morin, les D. B. Papineau ; de l'autre vous voyez les Chapleau, les Mousseau, les Ouimet etc. Quels sont les bons patriotes, les vrais conservateurs ? La réponse est facile, les premiers ont tout sacrifié pour leur pays, les derniers sacrifient leur pays à leur ambition. Les premiers seuls sont donc de bons patriotes, de vrais conservateurs ; les derniers ne le sont pas.

C'est-là une première preuve de ma proposition, je passe à une seconde.

D'après la loi du pays, le gouvernement n'a pas le droit de prendre dans le coffre public, ni de dépenser aucune somme d'argent sans que cet argent ait préalablement été voté par la Législature ; la seule exception est un cas urgent, un cas imprévu. Par exemple, après la prorogation du Parlement, un incendie désastreux jette sur le pavé un

grand nombre de familles. Il faut du secours, le gouvernement envoie sa part et rend compte à la prochaine réunion des chambres. M. Mousseau s'occupe fort peu des principes du droit constitutionnel qui donne à l'Assemblée Législative le contrôle de la dépense publique. Cette garantie précieuse qui réserve au peuple le droit de voter les subsides n'inquiète pas le premier ministre, et dans le temps même que M. Mousseau faisait aux électeurs de Jacques-Cartier toutes sortes de belles promesses l'automne dernier, il faisait émaner des mandats spéciaux pour un montant de \$482,929.97 et sur ce montant \$410,450,73 étaient dépensées ou plutôt jetées aux quatre vents du ciel. (*Voyez le rapport de l'auditeur de la province.*)

La gravité de cette infraction à la constitution est d'autant plus criminelle que le parti qui s'en rend coupable est précisément celui qui, en 1879, faisait un crime à l'administration Joly d'avoir émis \$200,000 de mandats semblables. (*Voir journal du Conseil Législatif.*)

Le retard apporté à l'émission des brefs de Jacques-Cartier, pendant plusieurs mois, n'est-il pas une autre grave violation de la loi et de la constitution ? Non moins grave est la faute d'avoir payé de grosses sommes d'argent à Mr. l'avocat Lacoste, pendant qu'il était membre de la Législature, ce qui est en opposition directe à l'acte de l'indépendance des membres. Aussi, Mr. Lacoste a-t-il cru plus prudent, pour éviter la punition que la loi inflige, de laisser son siège vacant pendant la dernière session. — N'est-ce pas que cela est triste. Et combien d'autres actes semblables je pourrais citer ici, si l'espace me le permettait, et dont le gouvernement Mousseau ou le gouvernement Chapleau sont responsable ; et certes, on ne saurait qualifier ces actes de frivoles ou d'illusoires, puisqu'ils touchent à la base de l'organisation politique. Qui peut se soustraire à l'effet des lois de son pays ? Personne certainement, pas même le roi, dit la charte de nos libertés. Je passe à une troisième preuve.

Mr. Chapleau, chef de l'opposition, reprochait au gouvernement Joly sa mauvaise administration, ses gaspillages, etc. Il promettait, qu'arrivé au pouvoir il ramènerait l'ordre dans nos finances, ferait cesser les déficits, éloignerait la taxe directe. M. Mousseau remplace Mr. Chapleau à Québec comme premier ministre et demande au comté de Jacques-Cartier de l'élire. Dans son discours-programme, le 19 août 1882 à Ste Geneviève, Mr. Mousseau démontre la nécessité absolue qu'il y a de réduire les dépenses de notre législature provinciale ; une sage économie, disait-il, était indispensable, si on voulait sauver la province et éviter la taxe directe, puis il ajoutait :

“ Notre plus grand danger nous viendrait d'une mauvaise administration financière. Ce danger, il faut l'éviter à tout prix. . . . Autrement, sous une administration extravagante qui nous conduirait à la taxe directe le peuple pourrait en venir à ne plus envisager avec autant d'horreur la pensée d'être englouti dans la confédération et de perdre son autonomie nationale.”

Ce langage est magnifique, il est superbe de patriotisme. Aussi, Mr. Mousseau a-t-il été élu à une écrasante majorité. Comment pouvait-il en être autrement, lorsqu'il fesait de si belles promesses, lorsqu'il reconnaissait qu'une mauvaise administration de nos affaires nous conduirait à la perte de notre nationalité, c'est-à-dire à la perte de tout ce qui nous est cher comme canadiens-français. Douze mois se sont écoulés depuis. N'est-ce pas le temps de se demander : qu'a fait Mr. Mousseau ? Comment a-t-il administré ? Où sont ses économies ?

Examinons, et pour ce faire, ouvrons les comptes publics, et comparons l'année 1878 et 1879, avec les années suivantes. Le résultat nous montre une augmentation dans les dépenses ordinaires, non compris les chemins de fer ni les travaux extraordinaires,

De plus de	\$200.000	en 1880.	81	sous M. Chapleau.
“	260.000	“ 1881.	82	“ “
“	290.000	“ 1882.	83	“ “
et de plus de	480.000	“ 1883.	84	sous M. Mousseau.

Comparons maintenant les dépenses contrôlables, celles que le gouvernement peut réduire ou augmenter à volonté, et prenons pour terme de comparaison la même année d'administration du gouvernement libéral de M. Joly en 1878-79.

Les dépenses du Service Civil en 1878 79 ont été de	\$157,710.06
“ “ 1881 82 “	178,406.58
“ “ 1882 83 “	179,234.00
“ “ 1883 84 “	216,905.00

Laissant une augmentation de ces dépenses:—

Par M. Chapleau en 1881 82 de \$20,696.52, et en 1882 83 sous M. Chapleau encore de \$21,523.94, en 1883 84 sous M. Mousseau de \$59,194.94.

A cela, M. Mousseau répond que cette augmentation par lui faite n'est qu'apparente, puisqu'il a mis cette année dans les dépenses du Service Civil, le salaire d'employés, compris les années dernières sous un autre chapitre.

Admettant que la chose soit ainsi, il n'en est pas moins vrai que, d'après les comptes publics, il n'y aurait que la somme de \$10,068.50 que M. Mousseau aurait ainsi transportée du chapitre des *Charges sur le revenu*, au chapitre du *service civil*, et qu'ainsi M. Mousseau serait encore responsable, dans tous les cas, de l'augmentation de \$49,125.44 de dépenses dans le service civil au lieu de \$59,194.94 que je mentionnais plus haut. Oui, répond M. Mousseau, mais la commission que j'ai nommée vient de faire une économie de \$49,522.50, ce qui laisse à mon crédit \$496.06 d'économie sur l'année 1878-79. Soit, la commission a fait une réduction de \$496.06—sur l'année 1878-79. Mais elle a laissé subsister les augmentations de dépenses qui se sont succédées chaque année avant 1878-79.

Exemples:—

Les dépenses du service civil, cette année, sous M. Mousseau, sont de.....	\$216,905.00
Moins, la somme portée du chapitre des <i>Charges sur le revenu</i> à celui du <i>service civil</i>	\$10,068.50

Laissant pour les dépenses du service civil sous M. Mousseau, 1883-84.....	\$206,836.50
Les dépenses du service civil, en 1869, étaient de	\$124,338.84
Donnant une augmentation des dépenses, sous M. Mousseau, de	\$82,497.66
La commission a réduit de	\$49,622.50
Surplus des dépenses du service civil, sous M. Mousseau.....	\$32,875.16
Dépenses du service civil, sous M. Mousseau, 1883-84	\$206,836.50
Dépenses pour le même service, en 1874-75.....	\$143,716.91
Augmentation des dépenses du service civil, sous M. Mousseau, en 1883-84	\$63,119.59
La commission a réduit de	\$49,622.50
Laissant un surplus de dépenses pour le service civil, sous M. Mousseau, en 1883-84 de	\$13,497.09

Il est donc évident que M. Mousseau n'a pas rempli ses promesses, mais qu'au contraire il a continué l'œuvre de son prédécesseur. Il a même enchéri sur lui, puisqu'il a augmenté cette année les dépenses contrôlables de \$27.000, et que la commission qu'il a nommée, à une dépense de plusieurs milliers de piastres, n'a encore évidemment fait aucune merveille puisque tout en faisant des rapports pompeux, elle n'a encore réellement pas ramené les dépenses à leur état normal. Elle a jeté un peu de poudre aux yeux des électeurs, afin d'aider au premier ministre à faire son élection, et voilà tout. Puisse-t-elle faire quelque chose de mieux, avant de faire son dernier rapport, et compenser ainsi les fortes dépenses qu'elle occasionne.

Que diriez-vous d'un homme qui serait bien embarrassé dans ses affaires et qui éprouverait beaucoup de difficulté à payer l'intérêt de l'argent qu'il doit et qui, cependant, démolirait une bonne maison ou une bonne grange pour en construire une nouvelle avec de l'argent emprunté. Vous diriez certainement que cet homme a perdu la tête. Eh bien, c'est là ce que M. Mousseau a fait. Le gouvernement avait à Québec de bonnes bâtisses pour y réunir

les chambres ; avec quelques réparations, ces bâtisses pouvaient durer bon nombre d'années et nous permettre de remettre nos finances dans un meilleur état. Peu importe ! M. Mousseau décide de construire de nouvelles et magnifiques bâtisses ; et \$300,000 sont destinées à cet objet.

Avec une dette énorme et dans un temps où le seul revenu certain de la province, le subside fédéral, ne suffit pas à payer l'intérêt de l'argent que nous devons, n'est-il pas révoltant de voir le gouvernement Chapleau et après lui le gouvernement Mousseau, augmenter le salaire des ministres et l'indemnité des membres d'une vingtaine de mille piastres par année ?

Que dire des deux derniers gouvernements, celui de M. Chapleau et celui de M. Mousseau, qui permettent au lieutenant-gouverneur de faire de telles dépenses qu'un comité de la chambre se croit obligé de s'en plaindre et de les qualifier d'extravagantes. Quelle différence avec notre premier lieutenant-gouverneur, sir N. F. Belleau, qu'une commission en 1869-70 donnait comme un modèle d'économie.

Laissez-moi supposer que le conseil municipal d'une de vos paroisses ayant passé un règlement imposant une taxe sur chaque habitant de la municipalité, ces derniers après avoir consulté de bons avocats qui les assuraient que le règlement ne vaut rien, s'entendraient tous et refuseraient de payer cet impôt, et qu'alors le conseil, au lieu de poursuivre un ou deux individus et faire ainsi décider de la bonté et de la validité du règlement, poursuivrait tous les contribuables, s'exposant ainsi à faire payer à la municipalité les frais de quelques centaines de causes. Eh bien ! voilà ce à quoi le gouvernement de M. Mousseau vient de s'exposer. Ayant à faire décider de la constitutionnalité d'une loi passée par la législature de Québec, imposant une taxe sur certaines institutions commerciales, M. Mousseau a donné ordre à l'avocat du Gouvernement de procéder contre toutes ces institutions au nombre de

quelques centaines, exposant ainsi le Gouvernement à payer des milliers de piastres de frais.

Vous parlerai-je des vingt-huit mille piastres que M. Mousseau a payé à deux membres de la Chambre, en contravention à la loi, pour dommages de foin, à une station de chemin de fer ?

Mentionnerai-je la pension de plus de \$1,000 accordée au frère du Lt. Gouverneur, en violation de la loi ?

Et toutes ces folles dépenses, tous ces gaspillages, toutes ces extravagances dans un temps où une lourde dette publique, dont l'intérêt n'a pu être payé cette année avec le subside fédéral, menace d'écraser les contribuables. Un membre de la Législature de Québec disait en pleine Chambre, le 1er mai dernier, qu'il avait une propriété dans la province d'Ontario pour laquelle il payait \$10 de taxes, qu'il en avait une autre de la même valeur dans la province de Québec, et que pour cette dernière il payait \$40 de taxes. Ces paroles sont rapportées par un journal conservateur, le *Canadien* du 2 mars 1882.

Mais je m'arrête ; je sens qu'il est impossible de mentionner dans une lettre tous les actes de mauvaise administration dont le Gouvernement actuel s'est rendu coupable. J'en ai dit assez pour démontrer que M. Mousseau est loin d'avoir rempli ses promesses, et qu'il s'est peu inquiété d'administrer nos affaires de manière à assurer notre autonomie nationale. De son propre aveu, il n'est donc pas un véritable conservateur, pas plus que ne l'est M. Chapleau dont il a suivi l'exemple.

J'ai prouvé, Messieurs, à votre satisfaction j'espère, la première partie de ma proposition, savoir :

“ Que Messieurs Chapleau, Mousseau, et tous ceux qui les suivent ne remplissent pas les graves obligations qu'impose le titre de Conservateur,” il me reste à établir “ que nous qui les opposons et qu'on a bien voulu surnommer les Castors, nous remplissons ces importants devoirs.”

C'est ce que je vais faire présentement, limitant mes arguments à ce qui me regarde personnellement.

Voulant me récompenser des services que j'avais rendus comme président des contingents pendant toute la durée du premier parlement de Québec, le gouvernement Chauveau m'offrit en 1871 la haute position d'orateur de la Chambre pour le deuxième parlement. Je dus cependant refuser cette place d'honneur avec le salaire de \$12,000 à \$14,000 qui y est attaché, afin de sauver le gouvernement que l'ambition de M. Chapleau et l'intérêt personnel de certains rédacteurs de journaux allaient compromettre.

En 1873, je refusais un portefeuille de ministre à Ottawa, parce que je ne voulais pas sacrifier la question des écoles du Nouveau-Brunswick et parce que j'exigeais l'amnistie en faveur de Riel et de Lépine, mais surtout parce que je ne voulais pas partager la responsabilité de l'acte de corruption dont un membre des communes venait d'accuser le gouvernement et sur lequel il demandait une enquête.

Plus tard, le 17 février 1880, je déclarais en plein sénat ce qui suit : (Traduction du rapport officiel du sénat, 1880.)

“Je mets ici en fait que lors de la formation de l'administration actuelle, en octobre 1878, il n'y eut d'abord qu'une opinion sur la nécessité d'admettre dans le cabinet un sénateur parlant la langue française, et ce ne fut que lorsqu'on en vint à décider quel serait le sénateur qu'on choisirait pour y prendre un portefeuille que la difficulté se fit jour ; on s'aperçut alors que les services passés et mon ancienneté me donnaient des droits qu'il serait difficile de méconnaître. Alors un de mes compatriotes, qui me doit d'avoir pu obtenir depuis une haute position, croyant pouvoir mieux se retirer de la position embarrassante où il se trouvait, fit une suggestion, non pas celle de rendre justice à qui de droit, mais bien de tourner la difficulté et de ne pas prendre, dans le cabinet, de sénateur parlant la langue française. La proposition fut accueillie avec joie, et le

gouvernement fut formé comme il l'est encore aujourd'hui. Les choses étant ainsi, et la province de Québec ayant été punie parce que l'on ne pouvait pas m'atteindre autrement, je déclare ici QUE JE RENONCE A TOUS LES DROITS QUE JE PUIS AVOIR A UN PORTEFEUILLE DANS L'ADMINISTRATION DU JOUR, POURVU QU'ON RENDE A MA PROVINCE LES DROITS ET LES PRIVILÈGES DONT ON L'A PRIVÉE INJUSTEMENT."

Et c'est avec la connaissance de ces faits que certaines gens affirment que c'est l'ambition qui me fait parler. N'est-ce pas se moquer du public ? O *honnêteté* ! c'est là de tes coups !

Dès la première année de la confédération, le gouvernement Chauveau comprit la nécessité absolue d'administrer les affaires de notre province avec la plus stricte économie. C'est pour en arriver là qu'après avoir choisi Mr. le docteur Blanchet comme orateur de la chambre d'assemblée, le 27 décembre 1867, et s'étant convaincu que cet officier public n'entendait rien à l'administration économique de son département, le premier ministre, l'hon. Mr. Chauveau, et son collègue l'hon. Louis Archambault vinrent me prier d'accepter la charge onéreuse de président du comité des dépenses contingentes de la chambre en vue de pratiquer l'économie et de réduire les dépenses. Je refusai d'abord cette position désagréable, sachant que je m'y ferais autant d'ennemis que je ferais d'amis à Mr. Blanchet, surtout avec la condition qu'y mettaient mes interlocuteurs, savoir que je ne devrais pas faire connaître que c'était le gouvernement qui m'avait demandé d'en agir ainsi. Ces messieurs insistèrent cependant, faisant appel à mon patriotisme, je cédai enfin et me dévouai à la cause de l'économie des deniers publics.

A peine le comité fut-il organisé, qu'il fit, le 9 janvier 1868, son premier rapport à la chambre recommandant qu'il ne fut fait aucune addition au nombre des employés. Le lendemain, 10, le comité dans un deuxième rapport s'op-

pose à toute augmentation des salaires et limite le nombre de certains officiers. Le 24, nouveau rapport, recommandant encore des réductions. Le 13 février, recommandation à la chambre de réduire le nombre des messagers de *vingt à dix*.

Le 15, nouvelle suggestion en vue de réduire les dépenses.

Le 19, autre rapport dans le même sens.

Pendant la 2^e session, le comité continua son œuvre et, le 2 février 1869, il constatait dans un rapport, l'efficacité des règlements qu'il avait proposés à l'adoption de la chambre, durant la 1^{ère} session, et une économie de plus de \$11.000.

Le 1^{er} mars, nouveau rapport du comité en vue de promouvoir encore l'économie.

Le 31, autre rapport constatant une nouvelle réduction dans les dépenses.

Pendant la 3^e session, le comité continua sa mission patriotique, et le 2 décembre 1869, il constatait de nouvelles économies.

Mr. Chapleau qui avait fait tout en son pouvoir les années précédentes, pour empêcher le comité de réussir, crut qu'il arriverait mieux à son but s'il en était membre. Il fit donc proposer le 5 décembre 1869 que son nom fut ajouté à la liste ; personne ne s'y opposant, la motion fut adoptée et Mr. Chapleau devint membre du comité que présidait Mr. Bellerose.

Le 13 décembre, le comité déclarait à la chambre qu'il était opposé à toute augmentation des salaires.

Le 28 janvier 1870, le comité se réunit sous la présidence de son président, (Mr. Bellerose) et procède à la considération de certaines requêtes des employés de la chambre. Mr. Chapleau fait motion que certaines sommes d'argent soient accordées à ces employés comme indemnité. Cette dernière motion est mise aux voix et emportée à une majorité de deux.

Le lendemain, 29 janvier, nouvelle séance du comité.

Mr. Chapleau continue son œuvre et propose que des logements gratuits soient accordés au sergent d'armes ainsi qu'au chef des messagers, ou qu'on leur rembourse leurs loyers. La motion est adoptée.

Le même jour, 29 janvier, le président, Mr. Bellerose, fait rapport des recommandations du comité. Mais il refuse de proposer à la chambre de concourir dans le rapport. Ce que voyant, Mr. Chapleau propose son adoption, le 31 janvier. Mr. Bellerose propose en amendement que le rapport ne soit pas adopté, mais qu'il soit référé à un comité général de la chambre. Cet amendement est emporté et le rapport est renvoyé au comité général qui l'amende en retranchant le premier item, touchant le rapport des débats, et le deuxième, touchant les indemnités à être payées à certains employés, et le rapport est renvoyé à la chambre avec ces amendements.

Alors, M. Bellerose propose à la chambre de concourir dans le rapport tel qu'amendé. M. Chapleau propose en amendement que le rapport soit renvoyé au comité général avec instruction d'y réinsérer les deux items retranchés. L'amendement de M. Chapleau est perdu et le rapport tel qu'amendé est adopté par la chambre.

Il s'est passé quelque chose de très significatif dans cette circonstance, c'est ceci : quelques députés que M. Chapleau avait réussi à gagner à sa cause et qui avaient voté en comité, où le vote est secret, pour l'augmentation des dépenses, n'osèrent pas voter dans le même sens en chambre où le vote est public et rapporté dans le journal. Ils laissèrent la chambre ou changèrent leur vote.

Comme vous le voyez, messieurs les électeurs de Laval, dès mes premières années dans la vie publique, j'étais à la tête de ceux qui travaillaient SOUS LES REGARDS ET SOUS LES ORDRES DE NOS CHEFS POLITIQUES, à économiser les deniers publics. Je travaillais à inaugurer un système qui fut avantageux à la province et qui put la faire prospérer et accroître son importance dans le Domi-

nion. Je travaillais à l'enrichir, afin que, riche et fortunée, elle eut dans la confédération cette influence et cette importance que donne un trésor bien rempli.

M. Chapleau, au contraire, dès son entrée dans la vie publique en 1867, EN DÉPIT DE SES CHEFS, MALGRÉ EUX, ET EN OPPOSITION À LEURS RECOMMANDATIONS, travaille avec ceux qui prodiguent l'argent public. à leurs amis, il ridiculise l'économie et traite d'économies de *bouts de chandelles* une trentaine de mille piastres sauvées à la province chaque année. Prodigue de son argent, comme il l'avouait dans son fameux discours prononcé à la porte de l'église de St. Laurent, dimanche, le 23 septembre dernier, il n'est pas moins prodigue de l'argent qui ne lui appartient pas, l'argent du trésor public. M. Mousseau n'en cède pas sous ce rapport à M. Chapleau; à peine lui a-t-il succédé comme premier ministre, qu'il distribue l'argent du trésor à droite et à gauche. Les dépenses augmentent, la dette s'accroît, et pourtant ces deux messieurs avaient promis de ramener l'équilibre de nos finances, ils avaient promis d'éloigner la ruine et de ramener la prospérité. M. Mousseau avait dit plus que cela: "La conservation de notre autonomie nationale dépendait d'une bonne administration," avait-il dit l'an dernier. Quelle trahison!!!

Je n'ai donc pas changé, depuis mon entrée dans la vie publique. Je suis dans le moment ce que j'étais il y a quinze ans. J'oppose aujourd'hui Messieurs Chapleau et Mousseau qui gaspillent l'argent public comme j'opposais il y a quinze ans, par ordre de mes chefs, M. Chapleau qui prêchait les folles dépenses, les gaspillages en dépit de ses chefs.

M. Chapleau, devenu chef à son tour, n'a pas changé non plus, lui, il continue sa politique d'extravagances. Ne m'est-il pas défendu de le suivre, et ne dois-je pas l'opposer de toutes mes forces et sauver ainsi notre province? Si je faisais mon devoir il y a quinze ans en travaillant à la demande de nos chefs communs, à ménager l'argent du trésor

public contre M. Chapleau qui, en dépit de ses chefs, le gaspillait, est-ce que je ne le fais pas aujourd'hui en opposant M. Chapleau qui n'a pas changé, et qui continue la même tactique avec plus de danger pour notre province ? Non, messieurs, il n'y a rien d'extraordinaire dans la conduite que je tiens en ce moment contre le gouvernement et contre ceux qui le supportent ; au contraire, il est tout naturel, ce me semble, qu'après m'être sacrifié pendant des années, et sans espoir de rémunération, à la tâche ingrate et dommageable à celui qui l'entreprend, de contrôler les dépenses publiques et de les réduire pour en faire bénéficier le coffre public (aux lieu et place et comme substitut de l'orateur de la Chambre, réputé incapable, bien que recevant pour cela un salaire de trois mille piastres par année) il est tout naturel, dis-je, que je ne consente pas aujourd'hui à approuver les chefs nouveaux qui se sont imposés et qui veulent accomplir maintenant l'œuvre anti-patriotique que je leur ai moi-même empêché d'accomplir par le passé.

Les rôles ne sont pas changés. Je travaillais autrefois, à la demande des chefs conservateurs, à ménager l'argent public ; mes adversaires d'aujourd'hui travaillaient alors à le gaspiller. Je voulais combler le trésor, eux voulaient le vider. Je voulais enrichir la province, eux voulaient la ruiner. Je veux aujourd'hui ce que je voulais alors. Eux font présentement ce qu'ils faisaient alors. Si j'ai tort aujourd'hui, j'avais tort il y a 10, 12, 15 ans, et nos chefs les Cartier, les Chauveau, etc., de même, puisque ce sont eux qui m'ont imposé cette tâche, comme en font foi les deux lettres que je produis plus bas.

Si, donc, vous approuvez encore mes économies d'autrefois, comme vous les avez toujours approuvées, vous conviendrez que vous devez raisonnablement et logiquement désapprouver mes adversaires qui suivent aujourd'hui comme ils suivaient autrefois la voie opposée, celle qui conduit à la ruine de la province, à la taxe directe. Si ces

actes de ma part sont des actes patriotiques, vous conviendrez que la conduite de mes adversaires ne saurait l'être.

L'ASSOMPTION, 29 Novembre 1878.

L'HON. J. H. BELLEROSE, Sénateur,
St. Vincent de Paul.

MON CHER MONSIEUR,

Lors de la première session du Parlement de Québec, M. Blanchet qui avait été élu orateur, avait inauguré, à son entrée en fonctions, un système extravagant et ruineux de dépenses et qui promettait de s'augmenter, si l'on n'y mettait pas fin de suite. Le gouvernement Chauveau, dont j'avais l'honneur de faire partie, effrayé de ce système de dépenses, pensa à vous, et vous pria de vouloir bien accepter la place de président du comité des contingents, comme étant le *seul homme en chambre assez énergique pour mettre un terme à ces folles dépenses et opérer une juste économie dans les dépenses de la chambre*. Je me rappelle que ce n'est qu'avec beaucoup de répugnance que vous avez accepté cette charge, sachant d'avance que cela vous ferait des ennemis. Vous ne crûtes devoir accepter que sur les pressantes sollicitations de mes collègues et de moi.

J'aime à reconnaître ici que vous avez rempli cette charge à la grande satisfaction et du gouvernement et de l'assemblée législative et, je pourrais dire, de la province, puisque vous lui *avez sauvé plusieurs milliers de piastres par les économies que vous avez opérées* dans ce département.

Le témoignage que je viens de vous rendre peut être également rendu par mes collègues d'alors, principalement par M. Chauveau.

A ce témoignage je dois en ajouter un autre c'est celui où vous avez fait preuve d'une parfaite abnégation de toutes prétentions de votre part, malgré les promesses qui vous avaient été faites, après le premier parlement. Je me rappelle qu'en égard aux services que vous aviez rendus, à vos aptitudes et capacités, le gouvernement Chauveau vous avait promis la place d'orateur pour le second parlement, mais que lors de la première session de ce parlement, des embarras étant survenus, vous avez compris dans le temps ces embarras et vous avez délié le gouvernement de ses promesses, en le soutenant comme par le passé, et un autre que vous fut nommé orateur.

C'est un joli trait de votre vie politique que j'aime à constater. Veuillez accepter mes saluts et me croire,

Votre tout dévoué,

(Signé,) Ls. ARCHAMBAULT.

QUÉBEC, 24 Décembre 1878.

L'Hon. J. H. BELLEROSE, sénateur,
St. Vincent de Paul.

CHER MONSIEUR,

Je reconnais avec plaisir que, dans le comité dont vous étiez le président, vous avez rendu des services signalés et dont nous avons toujours gardé un bon souvenir.

Quant à la question d'orateur, à l'ouverture de la première session du deuxième parlement, je ne puis dire si la situation vous avait été promise. Mais j'ai cru que le premier ministre (M. Chauveau) vous en avait parlé de manière à vous laisser sous l'impression que vous pourriez être le candidat du gouvernement, et je me rappelle aussi parfaitement que sir Georges était en votre faveur, tout en déclarant ne pas vouloir causer d'entraves à l'administration. Je sais aussi que vous avez consenti à ne pas vous laisser mettre en nomination comme orateur pour éviter des embarras au ministère.

Agréez, mon cher sénateur,
l'assurance de mon estime,

GÉDÉON OUMET.

J'espère avoir prouvé ma proposition à votre entière satisfaction. Après avoir défini le parti conservateur, "le parti qui travaille à conserver notre foi, notre langue, notre nationalité, nos institutions, nos lois, etc," j'ai dit que MM. Chapleau, Mousseau et autres, ne remplissaient pas les importants devoirs que leur impose le titre de conservateur, et je l'ai prouvé. J'ai ensuite complété ma proposition en ajoutant: "Les castors seuls les remplissent." C'est ce que je viens de prouver pour ce qui me regarde personnellement. D'où j'ai conclu, et je conclus encore que les premiers se donnent faussement pour conservateurs et que les derniers seuls, du moins pour ce qui me regarde, ont droit à ce titre.

Je n'ai pas besoin de vous dire maintenant pourquoi j'ai dû opposer l'élection de Mr. LeBlanc, cette année, après avoir aidé à l'élire l'an dernier. Mr. LeBlanc avait promis, lors de sa première élection, de travailler à la bonne admi-

nistration des affaires de notre province, il devait s'élever contre les fausses dépenses, s'opposer à la dilapidation des deniers publics, travailler à établir un système économique, éloigner la taxe directe. Si le gouvernement n'agissait pas ainsi, *il serait homme à l'y forcer*, nous assurait-il. Rendu en chambre, Mr. LeBlanc a oublié toutes ses belles promesses et, attaché au char du gouvernement, il a tout approuvé les actes du gouvernement, il n'y a pas un seul acte de l'administration actuelle qu'il n'ait pas approuvé, et comme si le fardeau n'était pas déjà assez lourd, il n'a pas hésité à prendre la responsabilité de l'acte le plus compromettant du gouvernement qui a précédé son entrée en chambre. Dans ces circonstances, mon devoir était tout tracé. Je ne pouvais plus honnêtement le recommander aux électeurs, et comme je l'avais promis dans l'élection de l'an dernier, je devais faire connaître à tous les électeurs du comté la conduite qu'il avait tenue, et supporter tel autre candidat qui pourrait m'inspirer plus de confiance. Le Dr. Gaboury avait une réputation toute faite comme homme d'administration et économe. Je lui ai donné mon appui et vous l'avez élu. Je ne connais rien, depuis, qui soit de nature à nous faire regretter ce que nous avons fait.

J'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre ancien député,

toujours votre ami dévoué,

JOS. H. BELLEROSE.

St. Vincent de Paul, ce 2 Octobre 1883.

